

UN PAYSAGE FLOU EN TURQUIE

Semih Vaner

Plus de 37 millions d'électeurs ont été invités le 18 avril à effectuer un choix entre une vingtaine de formations partisans, mais aussi pour élire les maires, voire les chefs (*muhtar*) de quartiers et de villages. Il faut dire que sauf quelques rares exceptions comme à Cizre, dans le Sud-Est anatolien à population kurde, le déroulement de ces élections ne semble pas avoir été entaché de graves irrégularités. Il faut néanmoins souligner deux faits qui ont été contestés (le premier plus que le deuxième d'ailleurs, alors que le deuxième est probablement plus grave) : sondages et enquêtes ont été interdits au cours de la campagne électorale, aussi bien au niveau de la réalisation que bien entendu de la diffusion des résultats ; les mesures promises depuis déjà de longues années afin de faire participer aux scrutins, les immigrés en Europe occidentale, n'ont pas été réalisées (et leur nombre se chiffre par centaines de milliers, sinon par millions). Par ailleurs, le système électoral défavorise considérablement les petites formations. C'est un système à un tour, une variante du système dit d'Hondt avec la répartition des restes nationaux qui veut que tout parti politique, pour être représenté au Parlement, doit recueillir au minimum 10 % des suffrages en moyenne nationale.

Une première tentative d'analyse du vote serait également incomplète sans évoquer l'arrière-fond, c'est-à-dire le rôle de l'Etat, en particulier du pouvoir militaire. Pour dire abruptement les choses, l'armée participe aux élections, sans y participer.

Il y a une vingtaine d'années, un chercheur du CERI, en l'occurrence Alain Rouquié, réfléchissant sur le rôle de des institutions militaires là où elles s'imposent comme des forces politiques incontournables, avait développé une problématique originale et stimulante. Son concept, celui du "parti militaire", sans prétendre à assimiler les armées à des formations partisans, attirait l'attention sur le fonctionnement politique de celles-ci. « Les processus à l'œuvre tournent autour d'une intervention conflictuelle entre les tendances et courants militaires plus ou moins cristallisés ou organisés (les "partis militaires") et l'Institution armée, ses structures et ses rôles (y compris politiques), le "Parti Militaire" dans lequel viennent

interférer, enfin, les tentatives de captation et de cooptation des "partis civils" »¹. Il faudrait en effet commencer en évoquant le "parti militaire", que son rôle soit visible ou invisible.

On sait le rôle primordial du parti militaire dans l'histoire de l'Empire ottoman et de la Turquie républicaine. On connaît son rôle notamment dans la reconstruction étatique, terme qu'il convient de préférer à celui de "construction" puisque nous sommes en présence d'une configuration marquée par une très forte tradition étatique. On connaît ses interventions directes ou indirectes dans le processus parlementaire-démocratique, soit par des coups d'Etat -qui sont souvent des coups d'Etat annoncés- comme en 1960 et 1980, soit par des ultimatums comme en 1971.

L'intervention du parti militaire dans le processus décisionnel est quasiment institutionnalisée par le biais notamment du Conseil de la sécurité nationale (CNS) qui réunit à côté du sommet de l'Etat (président de la République, premier ministre, ministres de la Défense nationale et des Affaires étrangères, etc.), le chef d'Etat-major et les commandants des quatre armées (terre, mer, air et gendarmerie), et qui se réunit régulièrement. Le contexte électoral du 18 avril a porté constamment l'ombre du parti militaire, avec surtout ce que l'on appelle "le processus du 28 février", en référence à la réunion du CNS du 28 février 1997, qui constitue l'une des ingérences les plus spectaculaires de l'armée dans l'arène politique, puisque ce jour-là, le CNS avait déclaré, sous l'influence du haut-commandement militaire, l'islam politique comme "l'ennemi public n°1", en précipitant, en accélérant la chute du gouvernement de coalition constitué par le *Refah*, et présidé par Necmettin Erbakan. Ceci fut qualifié, non sans une certaine ironie, de "coup d'Etat post-moderne" par certains commentateurs.

De là à dire que l'armée décide de tout, domine tout, manipule tout, il y a un pas que beaucoup franchissent, que nous ne franchirons pas ; ce serait méconnaître, ce serait sous-estimer un espace politique voire démocratique qui existe bel et bien. La réalité est en effet beaucoup plus complexe et subtile, que veulent bien nous dire les détracteurs de la Turquie. Force est de constater néanmoins, que cette interférence de l'Etat, et surtout de son aile militaire, s'est traduite par l'affaiblissement, et probablement par la sous-représentation au

¹ Cf. Alain Rouquié, "Avant-propos" dans A.Rouquié (dir.), *La politique de Mars*, Paris, Le Sycomore, 1981, p.13. Dans le même ouvrage, voir Jean-François Bayart et Semih Vaner, "L'armée turque et le théâtre d'ombre kémaliste (1960-1973)", pp. 41-69.

cours du scrutin qui vient de se dérouler, de deux partis politiques, la *Fazilet*, le parti religieux, et le HADEP, le parti ethnique.

Avant de proposer une première tentative d'analyse à chaud des élections législatives, municipales et locales, et sous réserve d'inventaire, un premier constat s'impose : l'extrême fluctuation et volatilité de l'électorat d'abord, un taux de participation relativement élevé ensuite.

Trois conclusions quasi-certaines : la poussée nationaliste qui se traduit notamment par l'explosion des voix du Parti de l'action nationaliste (MHP), par sa grande avancée (avec un peu plus de 18 % des suffrages) ; l'effondrement des partis traditionnels, le Parti de la juste voie (DYP), le Parti de la mère-patrie (ANAP) et le Parti républicain du peuple (CHP); le recul relatif du parti religieux. Le paysage est plus contrasté au niveau des municipales : la *Fazilet* continue à détenir les deux grandes métropoles, Istanbul et Ankara, et conquiert ou reconquiert, haut les mains, Konya et Kayseri; le HADEP qui perd des voix sur le plan national, s'empare de plusieurs municipalités dont Diyarbakir.

Le brusque accès de fièvre nationaliste se traduit surtout par les scores spectaculaires obtenus par le Parti de l'action nationaliste (MHP). Ils sont surtout dus à une réaction contre la montée du nationalisme kurde, à une certaine habileté de son président, Devlet Bahçeli, longtemps demeuré à l'ombre d'Alparslan Türkeş, au niveau tout au moins du discours ; il a pris ses distances par rapport aux gangs et aux affaires de corruption et il s'est posé comme un parti du centre pour ne pas effaroucher l'électorat. C'est en même temps une force sociologiquement présente qui s'efforce de rentabiliser la vision de la synthèse turco-islamique, et qui a probablement obtenu des votes allant traditionnellement au parti religieux. Les élections de 1995 étaient surtout marquées par les périphéries des grands centres urbains au profit du *Refah* ; les élections de 1999 seront marquées surtout par l'Anatolie centrale qui vote massivement pour le MHP qui obtient également de bons scores sur le plan national, voire dans certains centres industriels comme Gaziantep.

Moins surprenante, parce que prévue et prévisible est la performance du Parti de la gauche démocratique (DSP) qui s'appuie pratiquement sur le seul charisme de son leader, Bülent Ecevit. On ne saurait attribuer ce succès à la seule capture d'Abdullah Öcalan. Une forme de nationalisme n'est probablement pas absente dans la vision de ce parti mais sa réussite est surtout due à un jeu plus subtil qui consiste à ne pas vouloir faire de discrimination entre Turcs et Kurdes, à être fidèle à un type de discours et comportement républicain. Le deuxième facteur fut sans doute qu'Ecevit est irréprochable quant à la corruption et dans le contexte actuel de la classe politique de la Turquie, c'est assez exceptionnel. Il y a aussi le

repli dû au rejet par l'Europe. Enfin, Bülent Ecevit a eu l'avantage d'aborder les élections en position de force, à la tête du gouvernement.

L'effondrement des trois partis traditionnels, le Parti de la juste voie, populiste et conservateur, le Parti de la mère-patrie, conservateur, libéral, et le Parti républicain du peuple, étatiste, social-démocrate, était également attendu. Le Parti de la mère-patrie de Mesut Yilmaz, limite dans une certaine mesure les dégâts, au niveau des suffrages, mais est défavorisé par rapport à son rival de droite, au niveau du nombre de sièges, ce qui ne contribuera pas à résoudre le problème du leadership à droite. Le Parti de la juste voie est pratiquement chassé des grandes villes et arrive à se maintenir légèrement au-dessus de la barre nationale en mordant sur l'électorat de la *Fazilet*, particulièrement avec des suffrages des confréries, dans certaines villes anatoliennes comme Kütahya. Il faut enfin prendre acte de l'effacement du Parlement, du Parti républicain du peuple, lequel effacement risque de déséquilibrer quelque peu ce que l'on appelle la gauche ; il peut également se faire ressentir au niveau de l'équilibre du système politique.

Le recul relatif de la *Fazilet*, parti que l'on qualifie d'"islamiste", que nous appellerons plutôt "religieux", voire "de la spiritualité", est également un fait. Elle fut, au cours des derniers mois, la cible d'intimidation, de déstabilisation, et de diabolisation, d'où son attentisme et profil bas. D'une élection à l'autre, cette formation fait pourtant preuve de modération et d'une certaine volonté de composer avec les règles du jeu démocratique. Recai Kutan, le nouveau président, disait avec insistance qu'"il faut éviter le style querelleur". L'entrée dans le Comité exécutif, de femmes non-voilées, voire consommant de l'alcool (détail certes minime mais très symbolique !), comme Nazli Ilicak, l'un des chroniqueurs les plus connus du pays, était un signe révélateur. Le parti avait abandonné son mot d'ordre ("ordre juste", *adil düzen*) jugé démagogique. Il y avait une résignation évidente face à la condamnation du maire charismatique de la ville d'Istanbul, Recep Tayyip Erdogan, désigné en principe comme le dauphin d'Erbakan, et qui ne manquera certainement pas de faire son retour politique après une période de détention.

Le HADEP, enfin, qui se contente d'un peu plus de 4 %, ce qui ne représente sans doute pas sa véritable audience électorale, mais qui obtient plus de 60 % des suffrages à Diyarbakir ce qui en dit long sur la façon dont les autres partis politiques sont perçus dans cette ville, reste à l'écart du Parlement. C'est cette formation qui a été la plus gênée au cours de ces élections, ayant été menacée deux jours seulement avant le scrutin, d'être interdit, son président Murat Bozlak étant détenu en prison, le scrutin s'étant déroulé avec pour arrière-fond des combats très sanglants entre les forces de l'ordre et le PKK, surtout dans la province de Tunceli.

En ce qui concerne la formation du gouvernement de coalition, plusieurs scénari sont possibles dans l'immédiat. Le premier serait la coalition entre le DSP, l'ANAP et le DYP. L'armée et les médias encourageront probablement cette formule. Le second rassemblerait le DSP, le MHP et l'ANAP. L'armée n'y serait pas hostile. Le troisième, le scénario catastrophe, pourrait rassembler le MHP, la FP et le DYP. Il se heurterait à de multiples oppositions. L'armée serait sans doute hostile en raison notamment de la participation de la FP.

Quelle que soit la formule, une chose est certaine : qu'il soit au gouvernement ou à l'opposition, il faudrait compter avec la force du MHP. On assistera sans doute à une polarisation nationaliste, turque et kurde. Les deux nationalismes vont se renforcer mutuellement.

© CERI, 21.04.99

